



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Preneurs-d-otages-d-Europe-soulevez-vous>

Tribune

Preneurs d'otages d'Europe, soulevez-vous !

- L'information - Société - Les médias et les mobilisations sociales - Mobilisations en Europe et en Amérique du Nord : 2010-2012, et au-delà -



Date de mise en ligne : mercredi 28 décembre 2011

Description :

À propos d'une grève des contrôleurs aériens, fin 2010, en Espagne. Toute ressemblance...

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

Nous publions ci-dessous en « tribune » [1], avec l'autorisation de son auteur, une version légèrement remaniée d'un article initialement paru [sur le site « Le Grand soir »](#), il y a plus d'un an, le 15 décembre 2010. Toute ressemblance avec les médias français de ces derniers jours sur la grève des agents de la sécurité aérienne serait strictement fortuite. (Acrimed)

En plus de trente ans de régime « démocratique », l'Espagne n'avait jamais eu recours à l'état d'urgence. C'est désormais chose faite depuis le week-end du 4 décembre 2010. Surpris par une « grève sauvage » des contrôleurs aériens, comme le titrent les journaux, le vendredi 3 décembre, le pays a vu l'ensemble de son espace aérien totalement fermé. Rapidement plusieurs compagnies aériennes, comme Iberia ou Ryanair, ont décidé de supprimer l'ensemble de ses vols jusqu'à dimanche dans la matinée.

Soumis depuis plusieurs mois à un conflit contre le gouvernement « socialiste » de Zapatero face à une progressive privatisation de leur métier, les contrôleurs aériens ont déposé massivement des « arrêts maladie » en ce début de week-end de grands départs. Vers 17h l'aéroport de Madrid-Barajas est affecté par le mouvement de protestation, puis est suivi par ceux des Canaries et des Baléares. En réponse, le régime se surpasse et fait appel à l'armée. Le samedi 4 décembre, à partir de 13h, l'état d'urgence est établi sur l'ensemble du pays.

Les contrôleurs aériens passent désormais du statut de « civil » à celui de « militaire », ils sont « mobilisés ». Situation qui n'est pas sans rappeler les mesures prises à l'encontre des grévistes des raffineries lors du conflit social sur les retraites en France, en octobre. Tout comme dans l'Hexagone, c'est l'ensemble de l'armada médiatique qui s'est mise en marche en Espagne afin de discréditer le mouvement de protestation des contrôleurs aériens. Le vendredi 3 décembre, le quotidien *El Pais* annonce en Une : « *La Défense assume le contrôle du trafic aérien en Espagne pour freiner le chaos* » [2]. Même qualificatif pour ABC pour qui « *les contrôleurs aériens sèment le chaos* » [3].

Il ne s'agit pas d'une « grève », mais, selon *El Pais*, d'un « *abandon massif et abusif de la part des contrôleurs aériens de leur poste de travail* » [4]. L'immobilisation de près de 600 000 passagers dans l'ensemble du pays, l'annulation de la quasi-totalité des vols va fournir au pouvoir l'occasion d'exploiter la nouvelle stratégie sémantique pour dénoncer cette grève qui consiste à présenter ses acteurs comme des « preneurs d'otages ». Stratégie qui nous est maintenant devenue si familière en France. Relayé par ABC, le ministre de la Relance, José Blanco déclare : « *Nous n'allons pas permettre ce chantage qui utilise comme otages les citoyens* » [5].

Le quotidien *El Mundo* retranscrit, le samedi 4 décembre, les propos de Rafael Simancas, également membre du PSOE (parti socialiste), pour qui « *l'Exécutif a dit "ça suffit" aux privilèges intolérables, aux chantages permanents avec les citoyens pour otages, et à cette attitude criminelle de ceux qui mettent en échec tout un pays et son économie pour les forcer à avaler leur revendications inapplicables* » [6]. Oui, car pour ceux pour qui l'auraient oublié, tous les grévistes sont désormais des « privilégiés » aux yeux du pouvoir. Toujours selon R. Simancas, nouveau sans-culotte, les contrôleurs aériens voudraient continuer à bénéficier de salaires pouvant atteindre jusqu'à 1 million d'euros par an pour moins de 10 heures de travail hebdomadaire et partir à la retraite à 52 ans ! [7]. « *Mais qui contrôle le trafic aérien en Espagne, Cristiano Ronaldo ou quoi ?* » ironisait le présentateur comique Andreu Buenafuente sur son programme télévisuel [8], suite aux déclarations répétées sur le salaire des contrôleurs aériens.

Sur son site internet, la chaîne de radio Cadena Ser, a relevé les témoignages laissés sur la toile de divers employés des tours de contrôle. Parmi eux, Cristina Anton, revient sur la grève et, surtout, sur ses conditions de travail. Elle précise qu'elle a travaillé, en 3x8, 200 heures dans un mois de 4 semaines pendant l'été, soit 50 heures par semaine

alors qu'en 3x8 elle devrait travailler beaucoup moins [9] ; quant à son salaire, elle affirme ne même pas gagner 100 000 euros par an. Dès lors, le salaire du contrôleur est devenu un enjeu d'information, chacun y allant de sa propre musique, comme si la légitimité d'une grève dépendait du montant du salaire des grévistes. Selon le site d'information du journal *La Vanguardia*, le salaire moyen tournerait autour de 334 000 euros par an [10], mais sur le site Finanzzas.com, la retranscription d'une enquête sur l'un des aéroports relève que le salaire moyen oscille entre 135 000 et 240 000 euros par an [11]. Tous précisent qu'il s'agit là du salaire fixe auquel s'ajoute un nombre important de primes délivrées sur divers critères, notamment d'heures supplémentaires. Quel que soit le salaire d'un employé du contrôle aérien la tactique gouvernementale reste la même : la division des travailleurs.

Pour ABC il s'agit carrément d'un « *bras de fer que ce collectif [les contrôleurs aériens] a voulu maintenir contre tous les Espagnols* » ! [12]. Très proche des gens, semble-t-il, le journal s'inquiète d'un mouvement qui, selon lui, « *laisse des cicatrices, de la douleur et de l'indignation à plus de 600 000 voyageurs* » [13]. Mais ce dernier n'est pas le seul quotidien qui se découvre une inquiétude pour le quotidien des travailleurs. *El País*, devenu tribune du peuple et des opprimés, publie un article dont le titre résume bien la condamnation : « *État d'alerte, les victimes du chaos, Denise Guerra, professeure mexicaine en stage : "Comme je n'ai pas pu voyager, j'ai perdu mon emploi"* » [14]. Le contenu - une description du parcours de la femme et sa famille lors des troubles provoqués par la grève - ne manque pas d'ironie : « *Cette famille mexicaine compare ces vacances (en Espagne) avec celles passées en Chine il y a deux ans. Ils affirment que, malgré le fait de ne pas parler la langue, il a été plus facile de se faire comprendre à Pékin qu'à l'aéroport de Barajas* » [15]. Pour notre « journaliste » du quotidien, pas de doute : depuis cette grève « *l'image de l'Espagne s'est sérieusement détériorée* » [16]. Allons bon ! Qu'il se rassure, Christine Lagarde s'était déjà elle-même inquiétée de l'image de la France à l'étranger durant les grèves de l'automne 2010.

Aveuglés par la colère immédiate de se retrouver bloqués suite à la grève, combien d'Espagnols saisissent-ils l'horizon qui se dessine pour l'ensemble des travailleurs de la péninsule ? La militarisation de l'espace aérien et la « mobilisation » des contrôleurs est avant tout une atteinte complète au droit de grève, le premier d'une telle ampleur depuis la mort du dictateur Francisco Franco en 1975. En deux jours, le trafic aérien reprend son cours normal grâce aux menaces de peines de prison et au zèle de certains gardes civils soucieux d'accompagner les grévistes jusqu'à leurs postes, revolver en main [17].

Bien décidé à mettre au pas les grévistes et à faire un exemple, le gouvernement Zapatero, par la bouche du ministre José Blanco, affirme : « *Maintenant, cela relève de la justice, le comportement hautement irresponsable des contrôleurs ne peut rester impuni* » [18]. À cette soif de « justice » s'ajoute la rancune d'une poignée d'hystériques irrités à l'idée qu'on ait pu oser ainsi défier l'ensemble du pouvoir politique et économique, inquiets que de pareils exemples, déjà trop présents sur l'ensemble de l'Europe, ne répandent idées et désirs dans les têtes des autres travailleurs. Le quotidien *El País* s'assure de passer le message par l'intermédiaire d'un certain José Manuel Gonzalez-Posada, médecin, qui déclare : « *J'espère qu'aucun des contrôleurs aériens ou un membre de leur famille n'ira dans un hôpital et qu'on lui dise qu'on ne peut s'occuper de lui [...] À cause de la crise on nous a baissé le salaire et d'autres acquis, mais jamais, jamais, je n'ai pensé à abandonner mes obligations envers les patients* » [19]. Appliquer à tous et n'importe comment une telle consigne reviendrait à ne jamais, mais alors jamais, JAMAIS, faire grève, même (ou surtout) s'il s'agit de défendre ses conditions de travail.

Soucieux de partager ses connaissances historiques, le quotidien ABC n'a pas hésité à rappeler, dès le deuxième jour du conflit, que face à une grève similaire en 1981, le président Ronald Reagan s'était illustré en jetant à la rue près de 12 000 contrôleurs aériens. Information annoncée sous le titre « *Reagan n'a pas eu la main tremblante face à la grève des contrôleurs* » [20]. À noter l'omission du « lui, au moins », amplement sous-entendu.

Ainsi, à bien entendre ce que disent les médias, la liberté de jouir du service rendu du côté du consommateur serait plus importante que la liberté de se défendre du côté du producteur. Comme si l'ensemble des gens étaient déconnectés les uns des autres... Il faudrait donc que ceux qui luttent ne « dérangent » pas les autres, qu'ils n'entravent pas le bon déroulement du quotidien. Qu'ils fassent grève, d'accord, mais qu'ils travaillent.

Loïc Ramirez

URL de cet article sur le site « Le Grand soir » :

<http://www.legrandsoir.info/Preneurs-d-otages-d-Europe-soulevez-vous.html>

[1] Les « tribunes » n'engagent pas collectivement l'association Acrimed.

[2] <http://www.elpais.com/articulo/economia/Defensa/asume/contro...>

[3] <http://www.abc.es/20101203/economia/cierre-aeropuertos-contr...>

[4] Éditorial d'*El País*, 4 décembre 2010.

[5] <http://www.abc.es/20101203/economia/rc-blanco-vamos-permitir...>

[6] Selon *El Mundo* (lien périmé, septembre 2013)

[7] *Ibid.*

[8] <http://www.youtube.com/watch?v=88rijxBbQr4&playnext=1&am...>

[9] <http://www.cadenaser.com/espana/articulo/controladores-aereo...>

[10] <http://www.lavanguardia.es/economia/noticias/20100118/538721...>

[11] <http://www.finanzas.com/salario-de-los-controladores-aereos>

[12] Journal ABC, 4 décembre 2010, article de Manuel Marin de Vicente-Tutor.

[13] *Ibid.*

[14] *El País*, 6 décembre 2010, article de Tono Calleja

[15] *Ibid.*

[16] *Ibid.*

[17] Selon *El Mundo* (lien périmé, septembre 2013)

[18] Selon *El Mundo* (lien périmé, septembre 2013)

[19] <http://www.elpais.com/articulo/opinion/huelga/controladores/...>

[20] <http://www.abc.es/20101204/archivo/reagan-temblo-mano-ante-201012040847.html>